

# L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Samedi 9  
Dimanche 10  
octobre 1976

No 542

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 5 95

## Deux camps deux lignes

La journée de grève du 7 octobre aura été marquée par un double caractère : l'importance de la mobilisation et de la combativité des travailleurs manifestée à cette occasion, l'offensive sans précédent du PCF et de ses acolytes de l'Union de la gauche pour récupérer ce mécontentement et le consolider vers leur accession au pouvoir.

Il s'agissait de leur part d'une offensive bien coordonnée contre la classe ouvrière et les travailleurs. Trônant en tête de la manifestation de Paris, Marchais affirmait avec arrogance sa volonté de la marquer du sceau du Programme commun. Le Parti socialiste, lui, apportait un coup de main efficace en utilisant l'influence dont il dispose au sein de l'appareil fédéral CFDT pour faire se plier les fédérations et sections syndicales au diktat de l'Union de la gauche : loin d'émerger par des mots d'ordre combatifs et révolutionnaires et des cortèges autonomes comme lors de précédentes manifestations, une partie importante des militants CFDT a été neutralisée au sein des «inter-syndicales» par les mots d'ordre de collaboration de classe de la direction CGT, courroie de transmission du Programme commun.

Dans les rangs mêmes des branches CFDT et des sections CGT qui avaient démasqué la manœuvre et l'avaient refusée, les trotskystes s'efforçaient de dévoyer cette affirmation d'opposition au Programme commun en revendiquant la «dissolution du parlement bourgeois», en invitant à l'action «sans attendre 1978» comme si les législatives de 78 représentaient malgré tout un espoir et une solution.

Mais les efforts intenses déployés par le camp des partisans d'une solution bourgeoise, dans le cadre du système capitaliste maintenu, témoignent aussi de la résistance qu'oppose la classe ouvrière et les masses populaires à leur tentative. Si les travailleurs étaient nombreux, ce 7 octobre, à faire grève et à descendre dans la rue, ce n'était pas pour manifester leur soutien à l'Union de la gauche et au parti révisionniste mais

(Suite p.5)

## 6 millions de grévistes

# LES TRAVAILLEURS REFUSENT DE PAYER LA CRISE

Minimisée par les uns, amplifiée par les autres, la journée de grève du 7 octobre aura incontestablement connu une ampleur inhabituelle. Coupures de courant, baisse de pression à l'EGF, perturbations sensibles à la SNCF et surtout à la RATP, distribution réduite du courrier, absence de journaux quotidiens dans les kiosques, sont autant de signes du mécontentement des travailleurs et de leur refus massif de faire les frais de la crise du capitalisme et de payer la note que les monopoles entendent leur imposer.

Alors que la CGT offrait la possibilité d'une grève «modulée» entre 3 et 24 heures, un peu partout c'est la grève de 24 heures qui l'a emporté : Dans la fonction publique, les PTT, les écoles, les banques nationalisées, la Sécurité sociale, les douanes, chez les gaziers et électriciens, les mineurs, à la télévision et la radio, dans l'imprimerie.

Dans le secteur privé, la

grève a aussi touché largement la métallurgie, les industries chimiques, la construction, l'alimentation, le textile.

Chez Renault, si la participation a été massive à l'usine du Mans, paralysée pour la journée, elle semble avoir été beaucoup plus faible à Renault-Billancourt, Flins, Sandouville, Cleon, Douai où les consignes syndicales étaient généralement d'un arrêt de trois heures seulement. Non pas que la volonté de lutte soit moins grande ici qu'ailleurs, mais bien plutôt parce que l'orientation donnée à la lutte par les confédérations syndicales — les fameuses «journées d'action d'ampleur nationale» — y est de plus en plus fortement contestée.

Plus de 300 manifestations se sont déroulées en France au cours de cette journée. Beaucoup semblent-il, étaient parmi les plus importantes qui se soient tenues depuis mai 1968. A Marseille, Toulon, Lyon,



Genève, Nice, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Niort, Bourges, Nantes, Brest, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Lille, ce sont des centaines de milliers de travailleurs, parmi lesquels beaucoup de femmes et de jeunes, qui sont descendus dans la rue crier leur refus du plan Barre, leur volonté de se battre pour imposer leurs légitimes revendications.

## Grèves et manifestations se multiplient en URSS

Un récent commentaire de l'Agence «Chine-Nouvelle» fait état de diverses grèves et manifestations de mécontentement populaires qui se sont produits cette année en Union soviétique, témoignant de la lutte du peuple soviétique contre les nouveaux tsars du Kremlin.

C'est ainsi qu'en février dernier, les travailleurs d'une entreprise de Télécommunications de Leningrad, employant 20 000 personnes, se sont mis en grève, tandis que des tracts appelant à une «nouvelle révolution» étaient distribués sur la Perspective Newsky, sur les marchés, dans les rues et les gares de la ville.

Les prisonniers politiques de la prison de Vladimir et des camps de concentration de Moldavie, de l'Oural et de Sibérie ont entrepris de longues grèves de la faim. Des inscriptions telles qu'«A bas la dictature !» sont apparues sur les murs de certains im-

meubles dans la ville industrielle de Togliatigrad, sur la Volga.

Au mois d'avril et de mai, plusieurs grèves successives ont éclaté à Riga (Lettonie) et à Irkoustk (Sibérie). Des magasins d'alimentation ont été mis à sac par des habitants de Kiev (capitale de l'Ukraine) et de Rostov sur le Don.

Des inscriptions géantes dénonçant l'absence de libertés sont apparues sur les tramways et les murs de la forteresse Pierre et Paul à Leningrad. Une bombe a explosé devant le siège du gouvernement de Géorgie.

La lutte et la résistance du peuple soviétique, conclut l'Agence Chine-Nouvelle, sont à la mesure de l'exploitation et de l'oppression dont il est victime. «Le social-impérialisme soviétique est un colosse assis sur un volcan car le peuple soviétique veut la révolution.»

### CES Pailleron

## Les parents des victimes réclament le procès des vrais responsables

Voilà déjà près de quatre ans l'incendie du CES Pailleron faisait vingt morts : seize enfants et quatre adultes. Quelques jours plus tard la police arrêtait deux élèves du CES âgés de 14 ans et demi et de 15 ans accusés d'avoir mis le feu à l'aide de bouteilles de White spirit. Elle s'empressait alors, ainsi que les autorités, d'en faire les coupables de peur que le scandale n'éclate. Mais les parents des victimes groupés en association exigeaient que les véritables responsables soient mis en évidence.

En effet, le CES Pailleron a brûlé en quelques minutes ; l'Education nationale a agréé les bâtiments en préfabriqué alors qu'ils ne répondaient pas aux règles de sécurité ; les experts devaient montrer que la durée de résistance au feu du CES n'excédait pas deux minutes et que le matériau des parois intérieures, revêtues de polyéthylène expansé, dégagait rapidement quand il était porté à une haute température des fumées extrêmement toxiques.

Le procès des deux élèves devait avoir lieu le 6 alors que celui des constructeurs est sans cesse reculé. Guichard, aujourd'hui ministre de la Justice et qui était, au moment de l'incendie, ministre de l'Education nationale, ne vient-il pas de dessaisir du dossier par une «promotion» à la fonction de conseiller à la cour, le juge Sablayrolles qui était chargé du dossier ? Les parents des victimes ne sont pas dupes. Ils ont obtenu qu'il y ait un seul procès où soient jugés les vrais responsables et réclament que le dossier soit rendu au juge Sablayrolles.

Un dossier et un procès qui ne sont pas sans importance quand on sait que des dizaines de constructions type Pailleron continuent d'abriter des collectivités.

## La mort du président Mao

# Transformer la douleur en force

### Témoignage d'un camarade qui était en Chine

Nous publions aujourd'hui la fin de l'interview d'un camarade qui a séjourné en Chine au moment de la mort du président Mao.

Comment le Parti communiste et le peuple chinois voient-ils l'avenir ? Que les forces tirent-ils de leur peine ?

— Le CC du PCC a bien expliqué au peuple chinois que celui-ci devait transformer la douleur en force. Au cours de diverses rencontres avec les responsables de comités révolutionnaires de différentes unités j'ai pu entendre beaucoup de décisions prises après la mort de Mao Tsé-toung. A tous les échelons on mettait l'accent pour renforcer la dictature du prolétariat, prendre la lutte de classes comme axe. S'unir autour du CC, travail-

ler à l'union et non à la scission. Continuer l'édification du socialisme et lutter contre le vent déviationniste de droite et stimuler la production.

Sur le plan international, il faut lutter contre le social-impérialisme russe et l'impérialisme américain. S'unir aux peuples du monde. Aider le tiers monde.

Dans les ateliers, les communes populaires, dans chaque lieu, des ouvriers, des paysans, des employés rédigeaient des textes qu'ils affichaient ; les écrits étaient réalisés en groupe ou de façon individuelle. Ces textes exprimaient des condoléances et la détermination des

travailleurs à continuer l'œuvre révolutionnaire. Il était mis l'accent sur travailler dur. Produire plus et compter sur ses propres forces. Quels que soient les dangers extérieur ou intérieur, les calamités naturelles et autres vicissitudes, le peuple chinois est décidé à faire front et à vaincre. C'est un peuple qui a bien compris que seul l'homme est le facteur déterminant. C'est là une claquette sonore à l'égard des superstitions religieuses et des gens qui peuvent en tirer profit.

Transformer sa douleur en force, le peuple chinois a déjà montré ce qu'il pouvait faire. Par exemple, au cours du tremblement de terre qui a causé des pertes en vie humaine et beaucoup

de dégâts, le peuple chinois n'a pas passé son temps à s'apitoyer mais a réagi instantanément, évitant d'autres pertes. La production de certaines unités a repris dans les quelques jours qui suivirent. 20 000 travailleurs sanitaires ont été dépêchés sur les lieux. Aucune épidémie n'a sévi. La reconstruction a déjà recommencé. Le peuple chinois a fêté les héros de Tanchang à Pékin quelques jours avant la mort du président Mao. Malgré tous les malheurs qui frappent le peuple chinois, celui-ci a toujours combattu. Il se trempe dans la lutte de classe et comme on dit en Chine la seule muraille indestructible c'est le peuple.

Ici je crois qu'il est bon de faire une comparaison avec la France. Depuis 14 ans les Chinois rentrent chaque année de bonnes récoltes. Ceci malgré de grandes calamités naturelles certaines années. Or l'année 76 a été pour nous une année de sécheresse. On nous a bien expliqué à la télé et à la radio que quel que soit le régime on ne pouvait éviter cela. On a même organisé des prières et des cérémonies religieuses. Le Moyen-Age n'est pas mort. Mais chez nous l'irrigation, le drainage, qui peut le pratiquer ? Le petit paysan ? ou bien le cumulard ?

Entre ces deux exemples il y a un univers. Ce sont là deux mondes antagoniques et deux conceptions du monde. Le peuple français peut lui aussi faire comme le peuple chinois. Pour cela il lui faut édifier son parti communiste, le vrai parti marxiste-léniniste comme le PCC.

Avec cette comparaison on peut mieux voir la portée internationale de la mort de Mao. Sa pensée n'a pas de frontière, elle doit nous servir. Nous verrons cette année un développement de la production. Il est certain que le plan sera dépassé. Sur le plan politique et économique le peuple chinois nous donnera plusieurs exemples, comment il transforme sa douleur en force.

Le comité départemental de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises appelle à une soirée sur les libertés en Chine, animée par Jean Cardonnel. Cette soirée débat aura lieu à :  
La Rochelle  
Salle basse de la mairie  
Le mardi 12 octobre  
à 20 heures 30

## Rhodésie

### Déclaration du secrétaire général de l'OUA

Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, William Eteki M'Boumoua, vient de déclarer que l'application de la règle de la majorité africaine en Rhodésie ne saurait être laissée à l'initiative du régime raciste et devait être réelle.

Il a précisé que l'OUA ne rejetait pas la négociation, à condition que Ian Smith et son équipe soient disposés à accepter la base des principes de l'OUA : « Dans le cas contraire, a-t-il déclaré, nous sommes prêts à continuer la lutte armée ».

Il a réaffirmé que le problème rhodésien n'est pas un problème entre les USA et Ian Smith ni entre les USA et Vorster, mais un problème africain concernant les patriotes zimbabwés.

## Putsch militaire en Thaïlande

Après avoir massacré par balles une douzaine d'étudiants thaïlandais retranchés dans l'université et en avoir blessé plusieurs dizaines d'autres, l'armée réactionnaire s'est arrogée tout le pouvoir politique en Thaïlande.

Un très important mouvement d'opposition au régime ne cessait de se développer dans le pays et les étudiants progressistes y jouaient un grand rôle. Ils ont multiplié récemment les manifestations exigeant que leur pays cesse de servir de base d'appui à l'impérialisme US dans la région et avaient obtenu d'importants succès en ce sens avec la fermeture de toutes les bases militaires US et l'expulsion de plusieurs milliers de GI'S.

La bourgeoisie réactionnaire thaïlandaise essaie de museler la révolte anti-impérialiste et démocratique des étudiants. Elle n'y parviendra pas car c'est en fait toutes les forces vives du pays qui se dressent contre elle, conduites par le Parti communiste de Thaïlande. Les victoires militaires grandissantes que remporte la guérilla populaire qu'il dirige préfigure la libération prochaine de toute la Thaïlande.

## USA

### Une gaffe significative

Au cours de la seconde étape du duel télévisé qui l'oppose à son rival démocrate Carter, Gerald Ford a fait une déclaration qui n'a pas cessé de faire couler de l'encre et risque de lui coûter son fauteuil présidentiel, en affirmant qu'il n'y a pas de domination soviétique sur l'Europe de l'Est. « N'importe quel élève d'une école de Nebraska aurait été recalé s'il avait fait pareille déclaration lors d'un examen » a déclaré le candidat démocrate à la vice-présidence en commentant cette affirmation.

De nombreuses voix se sont élevées aux USA pour condamner cette déclaration qui « contredit les réalités brutales de la domination et du colonialisme russe en Europe orientale ».

Un diplomate européen en poste à Washington a publiquement qualifié cette déclaration de « folie » en poursuivant « si c'est le cas, à quoi sert alors le traité de l'Atlantique Nord ? »

A trois semaines des élections présidentielles, Ford a ainsi certainement commis une bêtise qui risque de lui coûter cher, en cherchant à se concilier les bonnes grâces de Moscou.

## Nouvelle tension en Cisjordanie

De très sévères mesures de sécurité ont été prises mercredi dans toute la Cisjordanie, à la suite de distribution de tracts dans les principaux centres urbains soulignant « la nécessité de manifester une fois de plus en ce jour anniversaire (6 octobre, déclenchement de la guerre d'Octobre) par la guerre d'Octobre à renforcé notre fierté nationale ».

La situation était toujours très tendue à Hébron ; à Naplouse, des lycéens ont jeté des pierres contre l'armée, la police et des véhicules sionistes, blessant un policier. Plusieurs dizaines d'arrestations ont encore eu lieu à la suite de ces incidents.

## Acroissement des dépenses militaires soviétiques

Le pourcentage du produit national brut que l'URSS consacre à la défense est estimé varier entre 11 et 13 % (contre 6 % aux USA), soit près du double des évaluations précédentes. Les dépenses militaires de l'URSS augmenteraient ainsi à un rythme annuel de 4 à 5 % et non de 3 % comme estimé auparavant.

Les forces armées soviétiques sont par ailleurs estimées à 4,78 millions d'hommes dont 371 000 affectés à des travaux de construction et de transport.

## Souvenirs photographiques du président Mao

Le président Mao Tsé-toung a magnifiquement concentré dans ses écrits militaires les principes universels de la guerre populaire, enseignant à tous les peuples du monde en lutte que « le pouvoir est au bout du fusil », à condition que ce soit le parti qui commande les fusils.

Ci-contre le président Mao Tsé-toung lit les journaux muraux d'une unité de l'Armée populaire de Libération, en 1958.

Ci-dessus il inspecte une unité des forces navales de l'APL en 1953.



# DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS MANIFESTENT LEUR MECONTENTEMENT

Suite de la p. 1

Les vautours de l'Union de la gauche ont bien entendu cherché à bénéficier de cette combativité des travailleurs, à la dévoyer pour en faire une grosse opération de soutien au Programme commun qu'ils s'efforcent de présenter comme la panacée universelle de tous les maux des travailleurs. C'est ainsi qu'un peu partout ils se sont arrogés le droit de marcher en tête des manifestants pour en faire une démonstration d'appui à leur politique bourgeoise anti-ouvrière.

Mais ces opérations de récupération ne se passent pas si facilement pour eux. Si nombre de travailleurs comprennent aujourd'hui que la lutte à mener est directement politique, un nombre croissant perçoit ainsi que la vraie solution ne

réside pas dans le Programme commun mais dans une issue révolutionnaire. Dans la manifestation parisienne, cette lutte de classe était reflétée dans la bataille des mots d'ordre qui s'y menait. Des mots d'ordre combattifs et révolutionnaires s'y sont fait nettement entendre dans plusieurs groupes CFDT : «Union, action, Révolution», «Français, immigrés même patron, même combat», «Ouvriers, paysans, étudiants, solidarité», «Prenons exemple sur 68, n'espérons rien de 78, c'est aujourd'hui qu'il faut lutter», «Tout est à nous, rien n'est à eux», «Aujourd'hui dans la rue, demain on continue», «Nous bâtirons une autre société, capitalistes, vous entendez : la Commune n'est pas morte». C'était le cas notamment dans les groupes CFDT

des PTT, de la Métallurgie, des Industries chimiques, des enseignants qui avaient refusé la fausse unité d'action autour du Programme commun et défilaient en rangs autonomes.

avaient pour but de le présenter comme l'élixir universel capable de résoudre chômage, inflation, etc. dans le cadre du système capitaliste. C'était le cas notamment du sempiternel «Plan Barre,

exemple «Anne-Aymone, ton mari déconne !» Comme si, avec le plan Barre, la bourgeoisie «déconne» ! Comme si elle ne savait pas ce qu'elle faisait !

C'était aussi — comble de la collaboration de classe ! — la volonté systématique de faire applaudir les rangs des flics en civil mêlés aux travailleurs, sur le mot d'ordre mensonger de «Police républicaine et démocratique». Alors que les travailleurs en lutte ne connaissent que la police bourgeoise et réactionnaire, un point c'est tout.

Même sur le plan purement revendicatif, les mots d'ordre tranchaient nettement : à «l'échelle mobile» des révisionnistes s'opposaient «l'augmentation uniforme, priorité aux bas salaires» des travailleurs révolutionnaires, reflet de la lutte de classe aiguë qui s'exprimait en dépit de la volonté des dirigeants de l'Union de la gauche, dans les rangs de cette manifestation.

## Un phénomène de ras-le-bol

A l'agence Lourmel de l'ANPE les syndiqués CFDT du 6e/7e arrondissement ont été majoritaires pour décider de ne pas aller manifester, alors qu'ils s'opposent pourtant au plan Barre. Cela témoigne chez les travailleurs qui participaient jusqu'à présent à ce genre d'initiatives prises par les directions syndicales d'un ras-le-bol vis-à-vis des journées d'action parachutées sans lendemain. Par contre ils ressentent le besoin de se battre pour des revendications concrètes (conditions de travail, primes, etc.). Gageons que nombre de travailleurs auront eu pareille attitude !

Leur combativité s'opposait aux mots d'ordre de collaboration de classe des tenants du Programme commun dont plusieurs slogans

non, non, non ! Programme commun, oui, oui, oui ! comme de nombreux slogans visant à détourner les travailleurs de la lutte par

## Les champions des libertés à l'œuvre

A Paris.

Au cours de la manifestation parisienne, par deux fois des diffuseurs de l'Humanité rouge étaient agressés physiquement par des membres du PCF ou de l'UNCAL (Comités d'action) lycéens dirigés par le PCF) : journaux arrachés, bousculades, injures grossières et une camarde lâchement frappée d'un coup de pied au ventre. Bien vite pourtant les agresseurs réintégraient le cortège face à la désapprobation des manifestants. Et sur les conseils de leurs compères leur enjoignant de «rester maîtres d'eux-mêmes», un peu gênés que les pratiques

répressives du PCF s'étaient aussi ouvertement !

Pourquoi ces agressions ? Parce que les diffuseurs de l'Humanité rouge affirmaient bien haut : «Ni plan Barre, ni Programme commun ! Une seule solution la Révolution prolétarienne ! Union, action, Révolution !»

Ces actes sont un avant-goût de ce que réserverait le PCF au pouvoir à ceux qui défendent un autre point de vue que le sien, un point de vue de classe prolétarien.

Voilà les défenseurs des libertés à l'œuvre ! Leur action n'est en effet ni gratuite, ni isolée. Il est signi-

ficatif qu'en nous apercevant, les petits chefs du PCF entonnaient systématiquement le mot d'ordre «Union, action, Programme commun...» Quand ils entendent parler de révolution, ça les gêne.

Leur attitude à cette occasion, a été la même que celle qui a toujours été adoptée par la bourgeoisie face aux idées révolutionnaires : la répression brutale.

Cela ne peut que les isoler davantage : ils ne se vanteront sûrement pas de leur action dans la presse.

Un groupe de diffuseurs parisiens de l'HR

et à Metz

Le service d'ordre PCF-CGT a isolé les marxistes-léninistes, manifestant sur de justes mots d'ordre de lutte de classe, du cortège formé en riposte au plan Barre.

Plusieurs militants de la CFDT se sont opposés à de tels actes. Un certain nombre d'entre eux ont rejoint les rangs des marxistes-léninistes. Les travailleurs présents ont pu juger sur pièce de la «démocratie avancée» que nous proposent ces messieurs car les militants marxistes-léninistes ont informé les travailleurs de ces agissements tout au long du cortège.



## Castres : Lycéens en lutte

Au lycée technique de Castres (Tarn) depuis plusieurs années, le même problème se pose à chaque rentrée pour les terminales F 5 de préparation au BTS de chimie. Le poste de technicien de biochimie, indispensable pour les travaux des laboratoires, n'est toujours pas pourvu.

Cette année encore, à la rentrée, les lycéens se retrouvent donc sans travaux pratiques et ils apprennent, non sans étonnement, que l'agent de laboratoire est licencié, «vu qu'un technicien de physique a été nommé. (C'est une erreur, dit-on au rectorat). Aussi réunis en assemblée générale, ils décident de se mettre en grève avec le soutien des enseignants, afin d'obtenir la réintégration de l'agent licencié et la création du poste nécessaire.

Durant toute la semaine, ils ont activement popularisé leur action, recevant le soutien des syndicats d'enseignants et des parents d'é-

## LES ETUDIANTS IRANIENS EXPULSES FONT APPEL DE LEUR JUGEMENT

Vingt étudiants Iraniens avaient occupé le 27 janvier dernier les locaux de l'Agence de la radio-télévision iranienne en empêchant une quinzaine de membres du personnel de sortir. Condamnés à 3 mois de prison avec sursis en correctionnel et aussitôt victimes d'une mesure d'expulsion, ils ont fait appel. L'arrêt du nouveau jugement qui a eu lieu le 7 en leur absence sera rendu dans la quinzaine.

A ce sujet, l'Union des étudiants Iraniens affirme que «le procès s'est déroulé en l'absence des accusés à cause de l'opposition apportée par le ministre de l'Intérieur français à leur entrée en France»

## EXPOSITION SUR PRAGUE A L'HOTEL DE VILLE

Une exposition sur «Prague, capitale aux traditions ancestrales» a été inaugurée mardi dans la salle Saint-Jean de l'hôtel de ville par M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, en présence de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en France M. Juraj Sedlak.

A cette occasion, M. Josef Kilian, premier adjoint au maire de Prague, a tenu à rappeler que l'exposition avait pour but de «concrétiser les principes de l'acte final d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe». Gageons qu'il a omis de montrer le vrai visage de cette sécurité et de cette coopération en ne faisant pas figurer dans l'exposition la représentation de l'entrée des chars russes dans la ville de Prague.



Les jeunes émules du PCF ne supportent pas d'entendre le mot «révolution». Les voici, ci-dessus, agressant des diffuseurs de l'Humanité rouge dans la manifestation parisienne.

D'après les informations transmises par une lycéenne



Alsthom Savoissienne (Saint-Ouen) : Mini plan Barre à la cantine

## Les dirigeants CGT du comité d'entreprise bloquent le salaire et licencient

La semaine dernière un fait politique assez important a provoqué la colère de la plupart des ouvriers de l'usine. Il s'agissait d'un cas de surexploitation d'un travailleur, qui fut révélé par la section CFDT de l'usine. Cette fois ce n'est pas le patron «habituel» mais les patrons... de la cantine ! C'est-à-dire les dirigeants CGT du comité d'établissement (CE), où comme par «hasard» se trouvent les dirigeants PCF de l'usine ! Il y en a même un qui est aussi conseiller municipal PCF à St-Ouen !

Un travailleur de la cantine, embauché depuis six mois comme magasinier, n'a pas eu droit depuis son embauche, le 29 mars, aux augmentations générales, ni au paiement des jours fériés.

Mieux encore, ce travailleur est payé depuis six mois 75 F par jour, (soit environ 1 600 F, base 40 heures), c'est-à-dire 300 à 400 F de moins que le salaire de magasinier indiqué par la grille officielle de salaires communiquée par le CE.

Et pour couronner le tout : ce travailleur va être «remercié» (c'est-à-dire licencié) après six mois passés à la cantine.

Tout cela parce qu'il était soi-disant embauché comme «extra» (c'est-à-dire en dépannage occasionnel) pour remplacer une personne en arrêt de maladie qui est maintenant de retour.

Eh bien non ! Contrairement aux dires des responsables du CE, le travailleur en question n'était pas un «extra», mais bel et bien un embauché «définitif» ; il avait de fait un contrat à durée indéterminée, conformément à la jurisprudence sur les contrats de travail. C'est donc bien un licenciement. Sur ce point, l'inspecteur du travail est formel et

indique qu'il y a eu violation des règles de l'embauchage.

De plus, le travailleur aurait dû percevoir le salaire correspondant à son poste et bénéficier des augmentations générales de l'usine, sans parler naturellement des jours fériés : l'inspecteur du travail est aussi formel sur ce deuxième point.

Jeudi dernier les délégués CFDT au CE, au cours d'une réunion avec le bureau du CE et les représentants de la GFR (société de restauration qui est le mandataire du CE à la cantine) ont demandé :

1) que le travailleur ne soit pas licencié et garde un emploi à la cantine ;

2) que son salaire soit relevé conformément au poste qu'il occupe, que les jours fériés lui soient payés, ainsi que tous les arriérés correspondant aux augmentations générales ;

3) que cesse l'utilisation abusive d'«extras» taillables et corvéables à merci. Si tous les jours, il y a tant d'«extras» à la cantine, c'est bien qu'il manque du personnel à demeure.

Sur tous ces points, il y a eu blocage et REFUS COMPLET de la part du bureau du CE qui sur toute la ligne, adoptait le point de vue des représentants de la société GFR... La seule chose qui a été proposée au travailleur... c'est une place dans une autre cantine aussi mal payée que maintenant, ce qui ne résout rien du tout, escamote la question du vol sur son salaire, et surtout permet de recommencer indéfiniment les mêmes combines d'embauche d'«extras» sous-payés et surexploités.

Voilà les faits, et ils ont été portés devant l'ensemble des travailleurs d'Alsthom ; et ils doivent être connus beaucoup plus largement pour aider la classe ouvrière à prendre conscience de la nature de classe de cette prétendue «gauche» et pour la rejeter catégoriquement.

**COMMENT LES RÉVISIONNISTES EN SONT-ILS ARRIVÉS LÀ ?**

Il a été demandé l'inter-

vention de l'inspecteur du travail, celle-ci a contribué à démasquer encore plus les révisionnistes (les dirigeants PCF-CGT) car ils sont apparus comme des patrons particulièrement rapaces, qui ne respectent même pas les droits acquis des travailleurs.

Par quel mécanisme des responsables syndicaux, dont le devoir est de défendre coûte que coûte les intérêts des travailleurs en arrivent à se comporter comme des patrons féroces, ne respectant même pas les droits que les travailleurs ont acquis par la lutte.

Pour leur «défense», les responsables du CE disent qu'ils ne peuvent faire autrement, qu'ils sont obligés de pratiquer comme les autres patrons de la restauration, etc. (et la GFR ajoutait qu'on ne peut se mettre à

langage que la GFR et à justifier au nom de la rentabilité de la cantine et des soi-disant règles de l'hôtellerie, qu'un travailleur soit sous-payé et surexploité, pressé comme un citron, et ensuite licencié.

C'est cette même logique qui «justifiait» cet été le travail de la plonge à 45 degrés de chaleur, sans aucune pause ni ventilation ; au nom de la rentabilité bien sûr !

### EN PAROLES POUR LES OUVRIERS CONTRE EUX DANS LES ACTES

Les faux communistes, à la tête de la CGT essaient toujours de nous endormir avec de belles paroles : sur les «libertés», la «démocratie», comme quoi ils sont contre la misère et le chômage ; ils prétendent protester contre le plan Barre et le blocage des salaires mais ils font la même chose (entre autres ici à la cantine) ! Ils prétendent lutter contre la multiplication des contrats temporaires à l'usine et ils font pire à la cantine.

Faut-il indiquer qu'il y a eu d'autres «bavures» du même genre : par exemple refus de répercuter sur la cantine l'opération bas-salaires de l'usine, retard de trois mois pour l'abandon de trois jours de carence, «remerciement» d'un autre «extra» au mois d'août...

Les travailleurs jugeront sur les actes et non sur les paroles.

\*\*\*\*\*

### La conclusion

1) Lorsque le scandale fut révélé sur l'usine de très nombreux travailleurs ont exprimé leur dégoût et leur colère contre les révisionnistes, les prenant à partie, les accusant de faire encore pire que le patron, etc.

2) La plupart des délégués CGT se sont malgré tout obstinés à «défendre» leurs acolytes du CE. Le révisionnisme les amène à être solidaires des pires méfaits et leur ôte même toute conscience de classe. Ils ont dû finalement céder en partie (vu le scandale que ça a fait) : ils ont payé au travailleur les retards de salaire ; toutefois nous n'avons pu empêcher le licenciement.

3) Ce fait éclaire une fois de plus, sous un jour encore plus cru, une des caractéristiques des révisionnistes mo-

dermes en France : non seulement des défenseurs idéologiques et politiques du système capitaliste mais de plus des éléments participant *directement* à l'exploitation de la classe ouvrière. Le phénomène est particulièrement développé dans les grosses entreprises car il est un produit de l'impérialisme, du capital monopoliste.

Le PCF est un organisme de «promotion» d'un certain nombre d'arrivistes issus de milieux petits-bourgeois ou même des couches supérieures de la classe ouvrière (c'est un des aspects de la formation de l'aristocratie ouvrière). Cette base sociale du PCF devient en quelque sorte le «propriétaire collectif» d'un certain nombre d'entreprises.

4) Le Programme commun apparaît pour ce qu'il est : le projet politique d'une fraction de la bourgeoisie française, qui par le biais des nationalisations, entend renforcer ses positions économiques et politiques par le développement du capitalisme monopoliste d'Etat.

## Grève illimitée au Centre d'Etudes atomiques de Miramas

Après le centre de La Hague, les 180 salariés de celui de Miramas, spécialisé dans l'élaboration du lithium qui sert entre autre à l'armement atomique et aux réacteurs nucléaires, comme ralentisseur, se sont mis en grève le 20 septembre 100 % des travailleurs postés ont cessé le travail à l'usine même, 95 % sur l'ensemble du centre. La production est totalement arrêtée.

Leurs revendications portent notamment sur le maintien de leur contrat de travail, l'emploi et la sécurité. Tous les matins l'assemblée générale décide de la reconduction de la grève. Les travailleurs ont commencé à populariser leur lutte en faisant une manifestation le 28 septembre à la Foire de Marseille et en intervenant fermement auprès de la Radio-Télévision régionale toute proche. En se déplaçant à La Hague, en diffusant des tracts à Miramas et dans la région, en organisant des collectes au Centre d'études atomique de Cadarache.

Correspondant HR

## Soutien aux travailleurs de Pouteau contre les licenciements

L'entreprise du bâtiment, Pouteau, est importante dans tout l'Ouest : Rennes, Angers, Le Mans, Laval.

A Laval, un comité de grève et des commissions ont été mis en place, après avoir décidé le 28 septembre l'occupation des locaux. Et depuis un comité de soutien, entièrement sous le contrôle du comité de grève, a été constitué. Il ne s'agit pas d'un cartel d'organisations mais d'un comité regroupant toutes les personnes voulant soutenir la lutte, et nous publions ci-dessous leur tract de popularisation.

Les travailleurs de chez Pouteau occupent leur usine depuis le 28 septembre 1976. A leur appel, un comité de soutien s'est constitué. Ce comité de soutien regroupe toutes les bonnes volontés qui veulent s'associer à leur lutte.

tuation actuelle.

Faire en sorte que les travailleurs ne se sentent pas isolés dans leur lutte et, leur assurer le soutien financier dont ils ont besoin (les travailleurs n'ont pas encore touché leur paie de septembre).

### SON BUT

Sensibiliser la population en l'informant objectivement de la situation de l'entreprise Pouteau.

Faire connaître les revendications légitimes des travailleurs ; refus de tout licenciement ; garantie de l'emploi ; garantie des salaires ; maintien des avantages acquis ; respect des droits syndicaux.

Déjouer les manœuvres de la direction qui tendent à faire porter le chapeau aux organisations syndicales, aux travailleurs en les rendant responsables de la si-

### LA LUTTE DES «POUTEAU» NOUS CONCERNE TOUS

700 emplois perdus ; près de 3 000 personnes concernées avec femme et enfant (ceci venant s'ajouter aux 3 000 chômeurs connus en Mayenne).

Pour manifester votre solidarité avec les Pouteau : rejoignez le comité de soutien (permanence 80, bd Denis Papin à Laval) ; manifestez votre sympathie au cours des collectes ; faites des versements bancaires ; CCP 2625 07 F - Rennes - M. Lefoll Jean-Pierre.



dos les gros de l'hôtellerie...) ; on voit la logique du raisonnement.

Mais on ne peut s'asseoir entre deux chaises. Il faut choisir son camp.

On ne peut accepter d'un côté de gérer une cantine avec toutes les contraintes du marché capitaliste et de l'autre prétendre mobiliser les travailleurs pour la défense de leurs revendications. C'est l'un ou l'autre, jamais les deux à la fois. Les responsables du CE qui gèrent la cantine n'échappent pas à cette règle.

Ayant choisi la gestion (obligatoirement capitaliste car nous sommes en système capitaliste), ils sont amenés à employer le même



## la France des luttes

**LES CHAMBRES DES MÉTIERS  
VANTENT L'EXPLOITATION DES APPRENTIS**

M. Francis Combe, président de l'assemblée permanente des chambres de métiers, a insisté au cours d'une conférence de presse sur la stabilité professionnelle des jeunes issus de l'apprentissage artisanal en déclarant : « 67 % des anciens apprentis ont en six ans deux employeurs au maximum démontrant ainsi leur stabilité professionnelle ». Cette stabilité est en fait à mettre sur le compte du caractère restreint des débouchés que représentent les entreprises artisanales et de la peur du chômage quand on connaît les faibles salaires que reçoivent ces travailleurs, alors qu'ils travaillent pendant de longues journées dans des conditions souvent dures. M. Combes a été obligé de reconnaître que ces salaires constituaient « un point faible » : fin janvier 1976, 69 % des travailleurs ayant fini leur apprentissage six ans plus tôt, gagnaient moins de 2 200 F par mois ; 17 % des hommes et 71 % des femmes gagnaient moins de 1 650 F.

**COMMENT LA BOURGEOISIE ENTEND  
RÉSOLU LE PROBLÈME  
DU LOGEMENT DES IMMIGRÉS**

M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à l'immigration a déclaré lors d'un déjeuner débat : « Dans sept ou huit ans, peut-être dix, le problème du logement pour les immigrés sera réglé ». Ce problème, la bourgeoisie a trouvé, on le sait, un bon moyen de le régler sur le dos des travailleurs immigrés. Elle leur prélève une partie des cotisations sociales pour financer le programme de construction du FAS. Elle leur fait payer ensuite, et fort cher, la possibilité de loger dans ces foyers d'accueil qui ont été construits avec leur propre argent et où elle les entasse dans un espace restreint sans aucune liberté d'expression, etc.

Les travailleurs logés dans les foyers SONACOTRA n'ont pas attendu sept ans pour lutter contre une telle manière de « régler leur problème de logement ».

**SONACOTRA**  
Journée des travailleurs immigrés  
en grève des loyers depuis 21 mois

**SAMEDI 23 OCTOBRE 1976**

**DE 10 H à 17 H**  
à la Mutualité  
(Paris - métro Maubert-Mutualité)

**de 13 H 30 à 17 H : Meeting débat.**

(Des affiches sont disponibles pour populariser ce meeting. Les commandes au siège de l'Humanité rouge.)

**Campagne sécheresse**

Un tirage supplémentaire du numéro spécial de la Faucille a été effectué.

Passez vos commandes et engagez dès maintenant la diffusion massive de ce numéro ainsi que de l'affiche.

**La Faucille**

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le deuxième numéro de septembre vient de paraître sur quatre pages grand format.

Dans ce numéro, une place importante est consacrée à l'œuvre révolutionnaire du président Mao Tsé-toung, notamment sur la question paysanne. Une page photo retrace le rôle du président Mao dans le mouvement paysan chinois et l'édification des campagnes socialistes.

Une place importante est également consacrée à la campagne engagée par les marxistes-léninistes contre les conséquences de la sécheresse et pour le soutien aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

Le prix du numéro : 2 F.

Passez vos commandes dès maintenant à l'adresse de l'Humanité rouge.

**LA MONTAGNE ASSERVIE**

Dans les chalets de nos montagnes se trouvent des cahiers, des « livres de bord » où chacun peut mettre son mot. Voici ce que nous avons écrit dans le cahier du refuge du Larry ; refuge qui se trouve entre la vallée d'Aspe et la vallée d'Ossau dans les Pyrénées. Nous reprenons dans notre petit texte des idées qui étaient déjà exprimées par d'autres personnes, nous les avons rassemblées et systématisées.

Le refuge est un petit refuge d'une dizaine de places, très propre, très bien aménagé. Un tel chalet ne permet pas, du point de vue de sa « rentabilisation » la présence d'un gardien. A l'intérieur se trouve un panneau qui appelle à mettre de l'argent dans une fente dans la cloison en bois !

Les refuges de moyenne ou de haute montagne sont pour la plupart placés sous la tutelle du Club Alpin Français, lequel peut être considéré comme « une affaire qui tourne ».

« Notre plaisir de faire étape au refuge si accueillant du Larry s'est accompagné de quelques réflexions :

— Habités aux prix exorbitants des refuges CAF (où une menthe à l'eau peut valoir jusqu'à plus de 4 F) ou à l'absence de refuges, nous savons pourtant que ce n'est pas un refuge comme celui-là qu'il faut dans les montagnes d'Aspe mais 5 ou 6 !

— Nous savons aussi que ce refuge a été construit avec l'argent des travailleurs, et l'appel à « faire un geste » dans la tirelire n'en est que plus scandaleux ! et croyez bien que si le refuge du Larry était « rentable » pour le profit des exploités on y mettrait un gardien pour prélever la taxe !

La politique d'aménagement de nos montagnes n'est qu'un des aspects de la politique pourrie des bourgeois. Des profits... encore des profits... toujours plus de profits... et qu'on ne nous dise pas que la « nature », la « montagne » échappent à cela.

Des temps nouveaux viendront, aussi sûr que le jour suit la nuit, où la large majorité de notre peuple et de notre jeunesse — qui aujourd'hui « bénéficient » des cités HLM, bétonnées, enfumées, ou des campings surchargés — pourront pleinement apprécier notre belle chaîne des Pyrénées, et venir y puiser dynamisme,

santé et joie.

Et ce ne sont pas quelques mesures, avec le Programme commun qui changeront les choses. Non ! Avec l'audace de ceux qui « osent escalader les cimes », pour préparer les véritables lendemains qui chantent, c'est sur le chemin de la Révolution prolétarienne qu'il nous faut aller.

Un groupe de lecteurs.

**Gers**
**Pour les petits vigneron  
une autre calamité : la grêle**

Pour les petits vigneron, une autre calamité : la grêle.

Fin septembre, alors que nous étions dans les vignes, un violent orage de grêle s'est abattu dans la région de Condom (Gers), arrachant des arbres, saccageant le vignoble. En quelques minutes, un an de travail et les derniers espoirs de récolte des paysans déjà touchés par la sécheresse ont été balayés.

Le soir, au diner, l'atmosphère n'était pas à la fête chez les petits paysans où nous vendangions.

« Quelle misère ! Qu'est-ce qu'il faut souffrir en ce monde ! » « Maintenant la vigne, nous qui finissons le crédit, il va falloir emprunter à nouveau. »

Il faut savoir que ces paysans ont dû emprunter pour s'équiper en matériel afin de rendre compétitive leur récolte, au risque sinon, de disparaître.

Ils s'étaient aussi endettés après le désastre des orages de grêle de 71 qui avaient aussi anéanti les récoltes.

Et comme ils nous disaient : « A peine l'emprunt de 71 remboursé qu'une nouvelle calamité va encore nous endetter. »

Pour ces petits viticulteurs la grêle, les calamités naturelles sont de véritables fléaux car le système capitaliste est bien incapable de faire quoi que ce soit pour eux, bien au contraire, les gros cumulards et capitalistes agraires n'attendent que leur ruine pour s'approprier leur terre.

Les banquiers aussi se réjouissent, en témoigne le Crédit agricole, qui, le lendemain de la grêle faisait la tournée des viticulteurs sinistrés, d'une manière à peine voilée, pour proposer un emprunt : c'est-à-dire un nouvel endettement et aussi une nouvelle dépendance vis-à-vis de cette banque.

En Chine, c'est tout le contraire : l'armée par exemple avait été sollicitée pour le ramassage rapide des récoltes grêlées avant que la pourriture emporte le peu qu'il reste. Or, le ministre des Armées a refusé catégo-

riquement toute aide des soldats aux paysans.

Et pire encore, témoin de la pourriture du système bourgeois, fut l'effolement des entrepreneurs agricoles, des entreprises du bâtiment (le paysan en question faisait réparer sa ferme) qui se précipitèrent chez le petit viticulteur pour se faire payer tant qu'il y avait encore des sous, comme des charognards se jettant sur les restes d'un repas. Ils ont été bien reçus, nous vous l'assurons.

Voilà, c'est ça la solidarité de Giscard, nous n'en sommes pas dupes, et les paysans non plus, car comme nous disait ce viticulteur « c'est comme ceux du Midi qu'il faut faire ». Mais il ajoutait « ce sera difficile, car on n'est pas bien montés avec la gauche » « Tiens, regarde le PCF, il y en a un dans le coin, il est acharné, mais que veux-tu, c'était un type qui était kollabo avec les boches, un fasciste quoi, alors quand il vient me casser les oreilles, je lui dis : « Tais-toi, je me taierais à ta place », et le kollabo de répondre : « C'est l'évolution » « Ça, c'est assez décourageant envers ce qu'était le PCF il y a 20 ans. »

Oui, en effet, drôle d'évolution du PCF qui, d'un parti ouvrier est devenu un parti de bandits. Mais pas pour longtemps peut-être car la colère gronde à la campagne, comme à la ville, et la révolution prolétarienne pourrait très bien en émerger, petit viticulteur du Gers, tu bouffes des grêlons mais c'est du plomb que toi et nous, avec tous les exploités nous allons leur faire bouffer à ces bourgeois.

Des vendangeurs.

**UNE NOUVELLE AFFICHE  
EST PARUE**

**SECHERESSE**  
ruine pour  
les petits  
profits pour  
les gros !

- Indemnisation immédiate des petits-paysans leur assurant le minimum vital !
- Non aux licenciements d'ouvriers agricoles !
- Non à toute indemnisation des gros paysans, des spéculateurs et des profiteurs de la sécheresse !

**SOLIDARITE OUVRIERS-PETITS PAYSANS  
CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE**

- Dénonçons les fausses solutions du programme commun
- Dénonçons le faux parti communiste défenseur des gros paysans et des trusts agro-alimentaires
- Il faut faire payer la sécheresse aux capitalistes des banques, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture

**L'Humanité Rouge** **La Faucille**  
QUOTIDIEN DES COMMUNISTES JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES  
MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

PASSEZ VOS COMMANDES  
A L'HUMANITÉ ROUGE — ADMINISTRATION  
BP 61 — 75861 PARIS CEDEX 18



## A Brest, la solidarité populaire balaye la répression

Traditionnellement, début octobre, se déroule à Brest la foire St-Michel. C'est un grand marché sur toute la ville, où débattent côte à côte camelots, commerçants et particuliers. Chacun peut normalement vendre ou exposer ce qu'il désire.

Le comité de soutien aux inculpés lorientais avait déployé, ce jour-là, dimanche 3, un stand avec bandes dessinées, panneaux, expliquant par des tracts et des chansons la répression qui touche les travailleurs.

A 11 heures du matin, un commando de flics arrive et embarque sans aucune explication deux membres du comité de soutien et tout le matériel. Et dans leur zèle excessif ils empoignent aussi un membre de l'Association des amitiés franco-albanaises qui vendait des brochures un peu plus loin. La rapidité et la force du commando de flics (une quinzaine sur place, une dizaine patrouillant autour) ainsi que le moment choisi (il pleuvait : donc peu de monde à cet instant) empêchèrent les autres militants de réagir.

Mais la riposte ne s'est pas fait attendre ; à 14 h 30 une manifestation, organisée par le comité de soutien aux inculpés lorientais, et soutenue par l'Humanité rouge, Drapeau rouge et le groupe ZS, traversait la foire St-Michel en distribuant des tracts sur l'arrestation de la matinée et en lançant des slogans sur la répression. Un regroupement était effectué devant le commissariat central. La foule, nombreuse, sympathisait et discutait vivement.

Les flics, affolés, libéraient sur-le-champ nos camarades (ne rendant toutefois pas la totalité du matériel).

Quelle bonne occasion pour montrer aux Brestois la force de la solidarité populaire face à la répression !

Correspondant HR.

### Communiqué

Le comité de Brest de l'Association des amitiés franco-albanaises proteste vigoureusement contre l'arrestation et la garde à vue durant cinq heures d'un de ses militants, le dimanche 2 octobre, alors qu'il tenait un stand lors de la foire St-Michel.

Notre association est régie par la loi de 1901, elle se donne pour but de populariser les réalisations du socialisme en Albanie.

Cet acte arbitraire est une manifestation d'hostilité de l'État français envers l'État albanais.

Suite à une mobilisation de la population et grâce au soutien de plusieurs organisations politiques, la police a été contrainte de relâcher notre militant et de nous restituer notre matériel.

Le commissaire a expliqué à notre camarade : « Nous n'avons pu retenir aucun délit contre vous » (!) A quand l'inscription au code pénal d'un nouveau délit : être ami de l'Albanie ?

Notre comité ne se pliera ni aux pressions, ni aux tentatives d'intimidation de la police française ; il continuera son travail pour que vive l'amitié franco-albanaise.

Vive l'Albanie socialiste !



### Courrier des lecteurs

## A PROPOS DES LEGIONNAIRES ET DE L'ARMEE DE METIER

Nous partageons le souci de notre lecteur de lutter contre l'armée de métier et d'ériger une instruction militaire véritable pour le peuple, étant bien entendu que l'armée restera toujours en système capitaliste le pilier de l'appareil d'État et le principal instrument d'oppression du peuple par la bourgeoisie.

Chers camarades,

La demande de dissolution qui est formulée dans ces 2 articles est juste : ces unités ont une vocation encore impérialiste (Guyane, Polynésie, Djibouti...) et plus récente, antipopulaire (habilitation aux opérations internes données par Y. Bourges). Seule leur dissolution est donc compatible avec les intérêts stratégiques du prolétariat.

Mais 2 remarques s'imposent :

1) La légion est loin d'être l'unique représentante de ces bandes armées, mercenaires de la bourgeoisie : de très nombreuses unités paras (8e RPIMA à Castres, 3e RPIMA à Carcassonne..., faisant partie de la 11e division paras), commandos de marine (dont une partie du Groufumaco, groupe fusilliers-marins commandos...) des compagnies de chasseurs alpins, des commandos de l'air, plus la gendarmerie (4 000 appelés sur 75 000 hommes), les forces para-militaires (CRS, police...).

C'est donc en fait la dissolution de toutes les unités professionnelles qu'il faut imposer.

2) Il faut lutter donc contre toute armée de métier au service du capital et de ses intérêts impérialistes, mais cela est inséparable de la revendication

de l'apprentissage du métier des armes pour le peuple, pour la révolution et la guerre révolutionnaire d'indépendance nationale. Marchais du reste vient de demander aussi la dissolution de la légion. Il est donc important que les marxistes-léninistes affirment leur ligne jusqu'au bout et dénoncent par là les traîtres révisionnistes.

Les mots d'ordre qui devaient être avancés auraient donc pu être : dissolution de toutes les unités mercenaires et instruction militaire pour le peuple.

Enfin, une 3e remarque : Les légionnaires sont présentés comme des tueurs, la lie de la société ; plutôt que de porter le fer contre ces jeunes, victimes avant leur incorporation à la légion de l'oppression de la société capitaliste (voir la « biographie » des 2 légionnaires assassins de la vieille femme corse - Le Monde du 1/10/76) et pendant leur service des sévices et de l'idéologie de cadres fascistes, il aurait peut-être mieux valu dénoncer la bourgeoisie responsable de la « délinquance » et de la formation (au sens éducation) des bandes de criminels à son service, responsable de A à Z.

Nous ne devons pas oublier que dans notre travail pour la décomposition de ces unités nous devons suivre les principes suivants : rallier au prolétariat, sur les mots d'ordre marxistes-léninistes, les éléments qui peuvent l'être (même s'ils ne sont pas nombreux), neutraliser les autres (en les désarmant par exemple) mais en nous attaquant surtout aux éléments ouvertement fascistes et au commandement.

## Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

### La guerre populaire

Mao Tsé-toung a consacré plusieurs écrits aux problèmes de la guerre populaire qu'il a étudiée d'un point de vue marxiste et dont il a fait la théorie.

Dans ces textes il lie étroitement l'étude de la guerre à la politique conformément au principe que « la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens » ; il étudie de façon approfondie les problèmes spécifiques de la guerre dont le principe fondamental consiste à « conserver ses forces et anéantir celles de l'ennemi » ; il met constamment en avant le rôle dirigeant du parti qui doit commander aux fusils, et la nécessité de mobiliser les masses populaires qui sont les acteurs de la guerre juste.

Les enseignements de Mao Tsé-toung vérifiés par la victoire ont soulevé d'immenses espoirs dans le tiers monde qui a mis en application à la suite de la Chine le principe « la guerre du peuple est invincible » ; ils sont précieux pour les révolutionnaires du monde entier pour la conduite des luttes de libération nationale comme pour renverser la dictature de la bourgeoisie.

Nous ne pouvons ici que parler brièvement de certains de ces textes en nous inspirant des notes de la Commission d'édition du CC du Parti communiste chinois.

« Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine » est le premier des écrits militaires de Mao Tsé-toung. Il résulte de vives discussions qui s'élevèrent dans le Parti communiste pendant la Deuxième Guerre civile révolutionnaire entre deux lignes opposées quant aux problèmes militaires. Le président Mao y dresse le bilan de l'expérience acquise et l'examine à la lumière de la lutte de ligne pour y faire triompher un point de vue juste.

Procurez-vous ces textes du président Mao Tsé-toung aux Editions du Centenaire :

- à Paris : 24, rue Philippe-de-Girard Paris-10e
- à Lyon : 33 rue René-Leynaud

en demandant la brochure « Six écrits militaires de Mao Tsé-toung » : 3,40 F.

Ils figurent également dans le tome 1 pour le 1er (9,95 F) dans le tome 2 pour les autres (12,85 F).

Vous pouvez aussi vous les procurer dans les librairies :

- « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville Paris-20e.
- « La Force du livre » 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.

Dans « Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon » écrit en mai 1938, Mao Tsé-toung réfute le point de vue de ceux qui au début de la guerre de résistance contre le Japon avaient sous-estimé l'importance du rôle stratégique de la guerre de partisans et mis leurs espoirs dans la guerre régulière, et en particulier dans l'armée du Kuomintang. Il montre quelle est la voie juste pour développer la guerre de partisans antijaponaise. Cela permettra à la 8e Armée de route et à la nouvelle 4e Armée, qui ne comptaient guère plus de 40 000 hommes au début de la guerre de résistance en 1937, de former au moment de la capitulation du Japon en 1945 une puissante armée forte d'un million d'hommes, après avoir créé un grand nombre de bases révolutionnaires et joué un rôle considérable dans la guerre de résistance.

Sous le titre « De la guerre prolongée » figure un cycle de conférences faites par Mao Tsé-toung à Yenan du 26 mai au 3 juin 1938 devant l'Association pour l'étude de la guerre de résistance contre le Japon.

Il y répond notamment aux questions suivantes :

« Pourquoi la guerre de résistance sera-t-elle une guerre prolongée ? Pourquoi la victoire finale appartiendra-t-elle à la Chine ? Quels arguments peut-on présenter à l'appui de ces affirmations ? »

« Problèmes de la guerre et de la stratégie » écrit le 6 novembre 1938 est le texte d'une partie des conclusions présentées par Mao Tsé-toung à la 6e session plénière du CC issu du 6e Congrès du PCC pour lutter contre des tendances droitières et mobiliser tout le Parti communiste dans l'étude de ces problèmes.

« Le camarade Enver Hoxha rencontre un groupe d'ouvriers et de spécialistes du complexe sidérurgique d'Elbasan » (Tirana - 30 avril 1976) édité par la librairie Norman Béthune en vente aux « Herbes sauvages »

70, rue de Belleville  
Paris (20e)  
l'exemplaire : 0,50 F

« L'amitié sino-albanaise est fondée sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien »

\*\*\*\*

LA POSITION DE LA CHINE SUR LA QUESTION DE L'ANGOLA

Brochure de 42 pages éditée par le Comité du 15e arrondissement de Paris de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises. En vente à la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville Paris (20e) L'exemplaire : 3 F

\*\*\*\*

Communiqué Meeting du Groupe Information Asile Psychiatrie et Répression 9 octobre 14 heures 30 44, rue de Rennes Paris (6e)

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

TARIFS D'ABONNEMENTS		
	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	600 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 30226672 - La Source



culturel

## Un début à tout

Une nouvelle de  
Dominique Pagelle

Toute la nuit, sa tête fut un tourbillon. Jacqueline l'avait abandonné en lui laissant les enfants. Ses amis... ses amis... Qu'est-ce que cette histoire ? Dans quel état elle est ; voilà que je lui fais peur maintenant. Quels salauds la maîtrise ! Il se rappelait la jolie pêche qu'il avait ajustée sur le museau d'un contremaître. Qu'est-ce ce qu'elle allait foutre dans le piquet ! Elle l'a fait en cachette de moi. Moi qui avais confiance. Vraiment il y avait quelque chose ; c'était plus sa femme. Elle était pas comme ça avant. Saloperie de vie. Voilà le résultat de six mois d'usine. Si j'étais pas chômeur, bon Dieu, si j'avais pas cogné sur ce type. Tout vient de là... Elle va sûrement revenir. Elle peut pas laisser les enfants. Et si j'étais pas là alors ?... Qu'est-ce qui se passerait ? Il resta toute la nuit dans un fauteuil, moitié ruminant, moitié rêvant sans sommeil. Elle profitait de son chômage pour en faire à sa tête. Pourtant elle n'a pas l'air heureuse. Elle dit que je ne comprends pas... Qu'est-ce que je ne comprends pas ? Si je trouve le salaud qui l'a blessée, je le tue. «Laisse la... Salaud». Le souvenir de cette phrase le tira violemment de sa torpeur. Il était six heures du matin.

VI

L'ANPE n'attendait qu'une occasion pour le virer ; il le savait. C'était arrivé à bien d'autres. Qu'il manque un pointage et voilà... C'était justement le jour. C'était aussi le jour où les enfants n'avaient pas d'école et le jour où sa femme n'était pas rentrée.

Après une heure d'hésitation, il confia les enfants à la voisine et fila à la boîte. Jacqueline n'y serait sûrement pas mais tout venait de là ; il apprendrait quelque chose. Tant pis pour le pointage, on verra bien...

Un pansement sur le visage lui signala Jacqueline de loin. Elle donnait des tracts. Trahison ! Il espérait vaguement qu'elle avait été se réfugier chez une amie et qu'elle reviendrait tête basse. Mais elle continuait. En voyant l'agitation devant l'usine et le nombre de flics de l'autre côté de la rue, l'inquiétude se mêla à sa colère. Il se mit à courir. Un type lui tendit un tract qu'il reçut dans la poitrine puis il heurta la marchande de fruits, toujours là et toujours plongée dans un roman-photo. Enfin il arriva sur Jacqueline. Pour se donner contenance il prit un tract et vit danser dans les deux coins de la feuille «section CGT».

«Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'est-ce que tu fous ici ?...»

Jacqueline avait encore cette expression affolée, toute nouvelle pour lui et qui le rendait fou. D'un revers, il fit voler tout le paquet de feuilles et tira sa femme par le bras. Une violente bourrade le jeta à terre. Un homme lui montrait ses deux poings :

«Tous le camp ou tu vas dérouiller.»

### UN NOUVEAU PÉRIODIQUE DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La revue trimestrielle Commerce extérieur de Chine (connue sous son titre anglais China's Foreign Trade) est désormais disponible en français à compter du No 3/1976.

Cette revue expose les principes et la politique de la Chine en matière de commerce extérieur et présente de nombreuses informations sur les réalisations scientifiques et techniques.

Abonnement 1 an : 14 F à adresser à E-100 — 24 rue Philippe de Girard - Paris - 10e.

Le No 3 est gratuit sur simple demande (joindre un timbre pour frais d'envoi).

## Un lecteur nous écrit

# Non à la manipulation des masses par la publicité

La bourgeoisie capitaliste a plus d'un tour dans son vilain sac. Elle est passée maître dans l'art de vendre ses produits en faisant jouer la corde sensible.

C'est bien là une terrible arme d'oppression utilisable dans bien d'autres domaines, en politique c'est une arme qui vise à détruire tout esprit critique.

tres dans l'art de nous vendre des transistors d'Allemagne de l'Est, des appareils photos russes ou simplement le Ricard de leur vieux copain. Mais qu'est-ce à côté

faut bien vivre») pour relancer la consommation populaire, et les même insanités de réparer : la femme-objet, le rasoir à 80 F qui vous arrache le visage, le déodorant qui ferait vomir les mouches, le dentifrice qui vous enlève l'émail, le produit-vaisselle qui vous détruit la peau.

Nous devons donc dénoncer cette forme d'oppression constante, nous devons avertir les gens sur les dangers qu'ils courent et démontrer la chaîne capitaliste : publicité - industries pharmaceutiques - industries pétrolières - publicité.

Nous devons être résolument offensifs ; dénoncer l'utilisation croissante de la publicité dans les journaux dits-ouvriers en montrant leur liaison étroite avec certains monopoles capitalistes (Ricard, Perrier, BNP, Crédit agricole, etc., les maisons de diffusion : Beauval, Jean de Bonnot...). C'est une partie importante de notre combat anticapitaliste et antirévionniste dans le domaine de l'idéologie.



Un scandale : la même semaine où un petit paysan se suicidait parce qu'il ne pouvait pas rembourser les emprunts qu'il avait fait au Crédit agricole pour faire face à la sécheresse, cette publicité paraissait dans l'Humanité-Dimanche !

Tantôt elle exalte la «beauté» féminine et incite les femmes à acheter de multiples produits de luxe dont l'efficacité n'est pas garantie et dont l'usage révèle de multiples dangers pour la santé de celles (ou ceux) qui les utilisent.

Tantôt elle exalte l'exotisme, et de nous parler du café Jacques Vabre pur arabe importé directement du Brésil, pays charmant, où il fait bon vivre, pays du Carnaval de Rio, des milles et une traditions attachantes.

Bien évidemment elle ne nous parle pas des conditions de vie et de travail des centaines de milliers de travailleurs agricoles qui meurent dans des conditions horribles de malnutrition, qui sont payés quand le capitaliste a le temps. Cette publicité bourgeoise ne nous parle pas non plus du fascisme de l'ignoble Geisel, assassin bourgeois. Elle ne nous parle pas non plus, et pour cause, du combat héroïque des paysans de l'Araguaia dans le sud de l'État du Para.

En fait, la publicité capitaliste est une arme idéologique puissante. Aux heures de grande écoute, 8 flashs publicitaires invitent les gens à «fumer Coca-Cola aux enzymes, le dentifrice baranisé qui donne l'heure exacte et rend à votre chien son teint de jeune fille».

Imaginez qu'aux USA, dans les cinémas on passait il y a quelques années un flash publicitaire qui durait 15 secondes et qui toutes les secondes faisait apparaître «Buvez Coca-Cola». A l'entrée les gens se dirigeaient au bar et réclamaient un... Coca-Cola.

Imaginez 30 secondes, Marchais et son Programme commun réactionnaire au pouvoir. Nous savons déjà tous que l'Huma-Dimanche ou la VO sont passées ma-

de ce qu'ils pourraient réaliser une fois dépositaires de la télévision. Non seulement ils continueraient à faire de la «pub», mais encore ils la renforceraient («parce qu'il

## Lire et étudier les œuvres d'Enver Hoxha

Dans le second tome des œuvres choisies du camarade Enver Hoxha, qui vient de paraître, se trouvent des textes très importants sur le front culturel, idéologique et de la propagande du marxisme-léninisme. Ces textes montrent la lutte de lignes qui affecte, en particulier le domaine littéraire. Ainsi, en 1949, le camarade Enver Hoxha fit une intervention devant le Bureau politique du Comité central du Parti du travail d'Albanie, où il met en garde — et d'une manière très pertinente et clairvoyante — contre ce que l'on appellerait aujourd'hui «le droit bourgeois» en ce qui concerne les écrivains. Voici quelques extraits de ce texte :

«... Si l'on pense que, pour créer, les écrivains doivent se couper du travail pratique, nous aurons de nouveau des œuvres qui

seront des clichés... Je veux dire par là que nos écrivains aussi doivent développer une activité dans un lieu de travail, et en même temps écrire. Je conviens que les écrivains devraient être allégés de certains fardeaux qui les gênent dans leur activité littéraire, mais il ne faut pas entendre par là qu'ils peuvent passer leur temps à se promener un peu partout. C'est dans la vie et dans la lutte de tous les jours, auprès des masses travailleuses, que nos écrivains trouveront le plus grand appui pour leur travail créateur. S'ils se rendent, par exemple, aux chantiers des voies ferrées, s'ils vivent et travaillent avec la jeunesse, ils trouveront là sans aucun doute une source d'inspiration, alors que s'ils se détachent des masses, l'inspiration leur manquera...

(pages 176, 177)

«... Au cours de cette dernière période, notre littérature s'est renforcée, elle a progressé et l'on y voit apparaître constamment de nouveaux talents. Il lui faut se développer dans la voie du réalisme socialiste en s'appuyant puissamment sur le fond national et sur l'idéologie marxiste-léniniste. Dans le travail mené pour son essor il faut aller plus au fond des choses. Cela exige que nos camarades écrivains, à part de leurs autres tâches, lisent encore davantage et ne prétendent pas "qu'ils n'ont pas le temps de lire." Nous aussi sommes occupés, mais nous tâchons de trouver le temps de lire et, effectivement, nous lisons. Un écrivain qui ne fait pas d'effort pour élever avant tout son niveau politique et idéologique peut devenir un professionnel, mais non pas dans l'acceptation saine que nous donnons à ce terme...» (pages 178, 179)

Ces courts extraits doivent inciter les lecteurs qui s'intéressent en particulier aux questions culturelles à étudier ces textes qui sont une contribution irremplaçable au marxisme-léninisme.

FOLK ANTILLAIS  
A LA MJC DE CHILLY-MAZARIN  
AVEC LES MOUN'KIKI  
Samedi 9 octobre — 18, rue de Savigny  
91 380. Chilly-Mazarin. Tel 909 01 87

# l'Humanité Rouge

enquête

## Les petits paysans et les conséquences de la sécheresse

L'enquête sur les conséquences de la sécheresse vis-à-vis des petits paysans dans plusieurs départements a pour but de mettre en valeur l'unité d'intérêt entre la classe ouvrière, les masses populaires et la paysannerie travailleuse. Cette enquête est loin d'être globale, et toutes les contributions seront les bienvenues.

### Finistère

#### La FDSEA et l'Union de la gauche

En général, les petits paysans de la région disent : « Chaque fois qu'on est allé se battre, c'était pour les gros. » Mais, ici, leur attitude par rapport à la Fédération est un peu différente de la majorité des départements. Pour le moment tous ne voient pas clairement le rapport existant, entre la politique de défense des gros, et la direction départementale de la Fédération. Cela tient au fait que la FDSEA du Finistère est très habile, parle beaucoup, même si ses actes ne suivent pas. C'est le résultat de la domination de l'Union de la gauche à travers le parti de Mitterrand sur le syndicat.

Depuis 1972, la Fédération parle de suppression de la prime de quantité sur le lait (prime qui favorise les gros et accélère la ruine des petits), mais jamais rien n'a été fait dans ce sens. La FDSEA n'a jamais proposé une seule action de masse contre les laiteries pour la suppression de ces primes. Aujourd'hui, il n'est plus question de suppression de la prime, même en parole.

Sur ce plan la domination d'un des partis de l'Union de la gauche sur le syndicat a été une bonne expérience pour tous les travailleurs de la terre du département. Elle aura montré concrètement quels intérêts représente l'Union de la gauche et par quelle classe ils sont représentés. C'est une bonne chose qui permet de faire comprendre la nature véritable de l'Union de la gauche, mieux que toute explication abstraite. C'est aux paysans marxistes-léninistes, ainsi qu'aux paysans avancés d'en tirer toutes les conclusions, pour liquider toutes les illusions qui peuvent encore exister sur la direction de la FDSEA, et à travers elle, sur l'Union de la gauche.

Ici, par exemple, les petits paysans ont tellement été trompés lorsqu'ils menaient des actions de masse, que le découragement est grand. Certains même ne croient plus à la lutte. Le manque de confiance en soi, dans la lutte de classe, est le résultat de l'Union de la gauche, mais cela peut profiter à cette opposition bourgeoise aux prochaines élections. « Si l'action ne paye pas, les élections pourront peut-être changer les choses » disent les paysans, petits et moyens.

Le parti de Mitterrand à travers la Fédération départementale axe tous ses efforts sur la préparation des prochaines échéances électorales. Cela se traduit par l'inaction d'une part, et par une ligne politique dans le syndicat de défense des gros et des paysans moyens. Par exemple, le PS dans le secteur de la production porcine (important dans la région), défend le principe d'un prix garanti du porc limité à des porcheries de quarante porcs, ce qui correspond à une exploitation de type moyen. Pour la fédération porcine, il y a eu des revendications avancées pour défendre des

patrons ayant jusqu'à deux ouvriers agricoles. Cela traduit clairement leur politique électorale. Elle consiste à s'appuyer sur les paysans moyens et moyens aisés, sans combattre véritablement les intérêts des gros. Par exemple, en ce moment, un gros producteur de porcs implante sur plusieurs cantons d'importantes porcheries. Il disperse ses « usines » pour dissimuler en fait la concentration qu'il est en train d'opérer. Par là, il résout des problèmes techniques sur le plan sanitaire, mais surtout il isole les uns des autres les ouvriers qu'il embauche. La Fédération « de gauche » ne bouge pas, malgré ses déclarations.

#### La nécessité d'un véritable syndicat de classe

Bien sûr, au niveau du département existe le syndicat « Paysans-travailleurs ».



Mais ce syndicat n'est pas homogène dans le Finistère. Il est traversé par une importante lutte d'idées qui a pour but de déterminer qui doit défendre et qui doit regrouper pour l'action un véritable syndicat de classe. Cette lutte n'est en fait, que le reflet de contradictions de classe au sein du syndicat.

Cet été, par exemple, il était juste de lancer une campagne visant à interdire l'arrosage individuel. Un tract même fut rédigé sur ce thème. Mais certains membres du syndicat « Paysans-travailleurs » étaient en contradiction, car eux-mêmes arrosaient individuellement. Cette lutte au sein de « Paysans-travailleurs » est le reflet d'une lutte de classe entre ceux d'une part, qui sont décidés à orienter le syndicat vers les petits paysans pour la défense de leurs intérêts, et la poignée de ceux, d'autre part, qui manœuvrent pour transformer le syndicat en force d'appoint électorale de l'Union de la gauche.

#### S'organiser et passer à l'action

Ce qui va être décisif dans les mois à venir va être la question de l'organisation et de l'action des petits paysans et des moyens exploités, dans une orientation correcte sur le plan syndical et politique.

La question de l'organisation est actuellement une question-clé : c'est une question idéologique. Elle correspond à la nécessité, notamment pour les petits pay-

sans, de reprendre confiance dans la force de leur unité, suivant le principe de compter sur soi. Cela correspond au besoin de rompre l'isolement, de discuter eux-mêmes de leurs problèmes et de définir eux-mêmes les moyens d'action et les méthodes de lutte. C'est la seule voie juste. La voie qui permettra aux petits et aux moyens paysans de faire échec aux manœuvres visant à utiliser leur mécontentement pour favoriser la mise en place d'un gouvernement tout aussi réactionnaire que le présent qui pour tout remercier les jetterait à la rue.

C'est seulement en empruntant ce chemin, que le mouvement paysan sera capable de distinguer au cours de la lutte ses amis de ses ennemis et de ses faux-amis.

### Sarthe

Le département de la Sarthe a été par-

de la même façon.

Le maïs est un bon exemple. Dans une commune de la région, c'est une poignée de gros qui s'est accaparé tous les carrés de maïs. Eux seuls étaient capables d'y mettre ce prix. D'un autre côté, ceux qui ont vendu ce maïs sont des agriculteurs qui ont pu irriguer un tant soit peu : ce sont aussi des gros. Ces agriculteurs ne seront pas obligés de vendre une partie de leur cheptel. Les petits, par contre, devront payer d'ici deux mois le fermage ; ils devront acheter des aliments de remplacement (paille, aliment complet) alors que leur trésorerie est vide.

La presse nationale et locale a fait un grand tapage sur les « opérations pailles » organisées par la FNSEA. Ici, comme ailleurs, très peu de petits paysans en auront bénéficié. Des gros céréaliers du secteur ont même participé à ces « opérations » pour stocker, et pouvoir ainsi les revendre au cours de l'automne à bon prix.

Les paysans moyens sont aussi touchés par la sécheresse. Seulement, bon nombre d'entre eux bénéficient d'avantages que n'ont pas les petits, comme les « prêts spéciaux élevage », les « prêts jeunes agriculteurs » ou les « prêts bâtiments élevage ». Et d'après les mesures gouvernementales ces prêts-là seront pris en partie en charge par l'État.

Les petits qui ne sont pas jugés rentables par les organismes agricoles de l'État (chambre d'agriculture, syndicat officiel, etc.) n'ont jamais bénéficié de tels avantages.

Ces divisions vont être d'autant plus grandes que le système de répartition des indemnités désavantage les petits exploitants. Dans le département, l'UGB (unité de gros bétail), qui sert à fixer le montant des indemnités a été fixé à 200 F. Concrètement cela signifie qu'un petit exploitant touchera moins de 3 000 F d'indemnité, c'est-à-dire de quoi acheter théoriquement des aliments de bétail pour un mois au maximum. Nous soulignons « théoriquement » car, beaucoup de petits paysans qui ont actuellement le portefeuille vide, se serviront d'une partie de cet argent ou de la totalité pour se nourrir eux-mêmes.

La question de répartition des indemnités est un bon moyen de discussion avec les petits paysans. Au départ, le système de l'UGB paraît normal : celui qui a cinquante bêtes doit toucher plus que celui qui en a dix ou quinze. Seulement, quand on fait le compte du revenu de l'exploitant qui a cinquante bêtes et qu'on le compare au revenu du petit (même avant la sécheresse), les choses se clarifient. Par rapport au besoin réel, la répartition de l'État donne plus aux gros et moins aux petits. Le petit exploitant prend conscience que ce système accroît les différences entre agriculteurs, et les ruine.

Au départ, les apparences sont trompeuses : la sécheresse s'abat sur tout le monde. Mais une fois la calamité passée, les traces qu'elle a laissées ne sont pas les mêmes pour tous. C'est ce que l'on commence à voir très clairement dans les campagnes aujourd'hui. C'est la base la plus sûre à partir de quoi nous pourrions développer notre travail en direction des petits paysans sinistrés.

(à suivre)

#### Les petits les plus touchés

Ici, on voit concrètement que la sécheresse n'a pas sinistré tous les agriculteurs